

VOIES ET MOYENS—*Suite.*EXPOSE BUDGETAIRE—*Suite.*

M. Armstrong (Lambton-Est)—*Suite.*
pas suivi l'augmentation du nombre des machines qui sont mues par la gazoline—1065; en réalité, quelques-unes des grandes sources d'huile brute qui est utilisée pour la fabrication de la naphte aux Etats-Unis ont vu diminuer considérablement leur rendement—1065; prix de la gazoline a augmenté considérablement—1065

M. Ross (Middlesex-Ouest)—Si nous voulons lever une armée de 500,000 hommes, il faut que nous prenions des mesures afin que nos soldats aient l'esprit en repos avant qu'ils n'aillent exposer leurs vies sur les champs de bataille—1067; bien que les allocations que nous garantissons aux familles des soldats soient assez généreuses, elles ne sont pas basées sur de justes principes—1067; allocations de séparation devraient être en rapport avec le nombre d'enfants—1067; traitement de nos officiers n'est pas très libéral—1068; faudrait l'améliorer—1068; le tarif—1068; cultivateurs mécontents que le Gouvernement ait imposé un droit supplémentaire sur les pommes—1069; ne faut pas oublier qu'il existe une classe populaire pour laquelle la pomme est un article d'absolue nécessité—1069; faire payer ce fruit plus cher au pauvre ouvrier qui en a besoin—1069; emprunts contractés par le Gouvernement—1069; eût mieux fait de réduire les dépenses et il n'aurait pas eu besoin d'emprunter 45 millions aux Etats-Unis—1069; provinces et municipalités canadiennes empruntaient alors à New-York au taux de 5 p. 100—1069; crédit du Canada étant censé être supérieur à celui des autres institutions canadiennes, le Gouvernement aurait dû obtenir de meilleures conditions—1069; en payant 5 p. 100, plus une commission de $\frac{3}{4}$ de 1 p. 100 aux courtiers, le Gouvernement met les municipalités canadiennes dans l'obligation de payer un intérêt plus élevé sur leurs emprunts—1069; à cette même époque l'Angleterre empruntait à $4\frac{1}{2}$ p. 100—1069; taxes imposées aux compagnies—1070; quelque chose qui paraît injuste—1070; aucune distinction entre les différents genres de compagnies—1070; aucune différence lorsqu'il s'agit d'imposer la taxe—1070; compagnies qui fabriquent des munitions de guerre n'ont pas concouru à la prospérité du pays—1070; ont réalisé des milliers de dollars—1070; grandes installations commerciales ont contribué au développement du Canada—1070; industries ordinaires ne peuvent pas supporter aussi facilement le fardeau de nouveaux impôts—1070; industriel ordinaire devrait être soumis à un régime différent lorsqu'il s'agit de prélever de nouveaux impôts pour subvenir aux frais de la guerre—1070; distinction devrait aussi être faite entre les compagnies à fonds social et les sociétés simples—1070; bénéfice de 7 p. 100 n'est pas une rémunération suffisante pour le capital engagé—1070; dans Ontario on peut prêter de l'argent à 6, 7 et 8 p. 100 sur des garanties de tout repos—1071; société simple est exempte de tout impôt—1071; c'est injuste—1071; seul projet juste et équitable—1071; ce serait l'impôt à base

VOIES ET MOYENS—*Suite.*EXPOSE BUDGETAIRE—*Suite.*

M. Ross (Middlesex-Ouest)—*Suite.*
variable sur le revenu qui a été établi en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis—1071; en commençant à \$800 ou à \$1,000 et en augmentant au fur et à mesure que le revenu s'accroîtrait—1071; l'avenir du Canada—1071; problème du crédit rural en Belgique et ailleurs ont obtenu un immense succès—1072; faut aider au cultivateur de l'Ouest dans ses achats—1073; devrions nous essayer de suivre l'exemple des Américains—1073; établir en ce pays un système de crédits ruraux—1073; nous possédons tous les renseignements nécessaires—1074; Gouvernement aurait dû exproprier les manufactures de munitions en existence—1076; en établir de nouvelles—1076; fabriquer des munitions à un prix moins élevé—1076; Gouvernement a péché par son extravagance—1076; régime des faveurs met obstacle à notre participation à la grande guerre de libération—1078; la France et l'Angleterre—1080; nous donnons de grands exemples d'union et de concorde—1080; que ce soit à notre idéal—1080.

M. Bellemare—Situation, même au point de vue de notre pays, va s'aggravant—1080; Canada a noblement répondu à l'appel—1080; nous avons contribué plus que généralement à la défense de l'empire—1080; ces sacrifices n'ont pas été faits en pure perte—1081; cause des alliés ne concerne pas seulement les pays d'Europe, mais nous, au Canada, n'en sommes pas moins en danger—1081; les adversaires de la participation du Canada à la guerre se voient, par la force des choses, obligés de modifier leurs vues à ce sujet—1081; en maintenant le principe fondamental d'une politique d'autonomie nationale avant tout, je ne peux faire autrement que de tolérer la ligne de conduite suivie jusqu'à ce jour par l'administration—1081; faut agir avec circonspection et prudence—1081; ne faut pas oublier que nous devons songer à notre propre sécurité nationale—1081; somme de 250 millions avec un effectif de troupe autorisé de 500,000 hommes me paraît un peu fort—1081; éviter une trop grande augmentation de la dette nationale qui peut compromettre notre avenir—1081.

M. Lantôt—Où le Gouvernement veut-il mener le peuple de ce pays avec ses dépenses de guerre déréglées et incontrôlées?—1081; ce que je disais en mars 1915—1081; notre aide doit être proportionnée à nos ressources—1082; Gouvernement en portant notre armée à 500,000 hommes nous met sur un pied d'égalité avec les pays d'Europe—1082; bataille de Langemarck—1082; crime d'avoir envoyé nos soldats se battre presque sans armes et sans munitions—1082; l'Angleterre ne nous a jamais demandé de tels sacrifices—1082; nous aurions rendu 100 fois plus de service aux alliés en mettant tous nos ateliers à fabriquer des munitions de guerre—1082; faire des obus au prix coûtant—1082; hommes qui travaillent dans les champs du Canada, aident à la victoire tout aussi efficacement que ceux qui s'exposent aux balles de l'ennemi—1082; Canadiens-français s'enrôlent trop pour le